

PREFECTURE DE LA REGION BOURGOGNE
PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIJON, LE 28 JAN. 2011

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société SETEO

Commune de Saint Apollinaire

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFÈTE DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement partie législative et notamment son article L 514-2,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté préfectoral du 17 février 1998 autorisant la Société SETEO, dont le siège social est situé Route de Gray – 21850 Saint Apollinaire, à exploiter les installations de son établissement sis à la même adresse,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 05 janvier 2011,
- CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas notifié à Madame la Préfète toutes les modifications apportées à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation,
- CONSIDERANT que le plan de définition des zones dangereuses n'a pas été établi,
- CONSIDERANT que les allées ne sont pas dégagées de manière à permettre l'accès des services secours,
- CONSIDERANT que le passage entre les murs des bâtiments et la zone de stockage est inférieur à 0,8 m,
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-2 du Code de l'environnement, la Société SETEO, dont le siège social est situé Route de Gray – 21850 Saint Apollinaire, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de déposer avant le 15 janvier une demande de régularisation dans les formes prévues par les articles R512-2 à R512-10 du titre premier de la partie réglementaire du livre V du Code de l'environnement, et de respecter sous 1 mois:

➤ les exigences des articles R 512-33 du Code de l'environnement (« toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »),

➤ les exigences des articles 30.1 de l'arrêté préfectoral du 17 février 1998 susvisé (tous les accès doivent être dégagés pour permettre l'intervention des services de secours),

➤ les exigences des articles 33 de l'arrêté préfectoral du 17 février 1998 susvisé (le plan de définition des zones dangereuses doit être établi),

➤ les exigences des articles 40.3 de l'arrêté préfectoral du 17 février 1998 susvisé (un passage de 0,80 m doit être aménagé entre les murs du bâtiment et la zone de stockage).

ARTICLE 2 – Délai et voie de recours :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21 000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de Saint Apollinaire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le directeur de la Société SETEO sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de Saint Apollinaire.
- . M. le Directeur de la Société SETEO.

FAIT à DIJON, le **28 JAN. 2011**

LA PRÉFÈTE,
pour la préfète et par délégation
La Secrétaire Générale


Martine JUSTON